

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°252
16 septembre 2015

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

POUR QUE LA FSU ROMPE AVEC LE GOUVERNEMENT HOLLANDE-VALLS-MACRON-PINEL !

Un gouvernement totalement aux ordres du capital

Contre le vote de 2012 qui avait chassé Sarkozy et élu une majorité PS-PCF à l'Assemblée, Hollande et ses gouvernements ont mis leurs pas dans ceux de Sarkozy.

- Ainsi la politique de ce gouvernement par rapport aux réfugiés, dont l'afflux a pour cause la misère et les guerres conduites et provoquées par l'impérialisme

- Les CRS à Calais, les soldats violeurs en RCA, le soutien et l'armement des régimes d'Arabie Saoudite, du Qatar, d'Egypte, l'accueil triomphal fait à Netanyahou le 11 janvier : voilà la politique de Hollande au service de l'impérialisme français. Aujourd'hui, c'est l'intervention en Syrie

- Au nom de la "lutte contre le terrorisme", un arsenal qui permet un flicage illimité : loi anti-terroriste, loi "sur le renseignement"

- C'est aussi en guise de "sauvetage" de la Grèce, un troisième mémorandum accepté, plus dur encore que les deux précédents, affamant la population grecque pour sauver les banques et institutions financières.

Feu sur les acquis des travailleurs : tel est le programme, en Grèce comme ailleurs, de tous les gouvernements attachés à la défense du capitalisme en crise et miné par l'endettement

C'est à cet objectif que répond la mise en pièce des garanties collectives sous la houlette du banquier Macron : loi Rebsamen, loi Macron, projet d'"inversion de la hiérarchie des normes". Pour arroser les patrons des milliards du pacte de responsabilité, on supprime massivement les postes, on fait feu contre l'hôpital public (10% des services d'urgences doivent fermer !). Quant aux 60 000 créations de postes dans l'Education Nationale, elles se réduisent... à 4 000, les effectifs par classe continuent à croître. Des milliers d'étudiants sont refoulés de l'Université.

Toutes les attaques anti-ouvrières sont passées grâce au "dialogue social"

Toutes ces mesures ont été préparées minutieusement par de longues séances de "concertation" avec les directions syndicales : rencontre avec les "partenaires sociaux", "conférences sociales"... Gouvernement et MEDEF ne cessent de vanter le "dialogue social" pour faire passer les réformes. Toutes les directions syndicales participent à plein à ce dialogue social dont la direction de la FSU ne cesse de se réclamer.

La direction de la FSU n'a cessé de porter la politique du gouvernement

L'offensive gouvernementale n'a épargné ni la Fonction Publique ni l'Education Nationale. La direction de la FSU "critique" les "politiques d'austérité". Mais la critique s'arrête là où commencent les attaques gouvernementales contre les fonctionnaires et l'Education Nationale. Sur la Fonction Publique, c'est le soutien total à l'accord dit PPCR.

Dans l'enseignement, rappelons :

- le refus de la FSU de se prononcer pour le retrait de la réforme des "rythmes scolaires", malgré la mobilisation massive des collègues.

- le soutien ouvert à la liquidation des décrets de 50 dans le secondaire. Cette liquidation permet aujourd'hui à Vallaud-Belkacem d'imposer une contre-réforme du collège qui place les enseignants sous la coupe des chefs d'établissement, des CA et conseils pédagogiques. Elle permet de tenter d'imposer aux enseignants la "formation à la réforme" sous forme d'un surtravail gratuit.

- le soutien de fait à la création des ComUEs, dans le supérieur et la recherche, en participant aux élections instaurant leur "gouvernance". Cette régionalisation, sous asphyxie financière, va passer par des mutualisations, des suppressions de services, des réductions des effectifs et menace les statuts nationaux.

Accord Fonction publique : Comment la direction UA-EE a imposé que la FSU signe

De quoi s'agit-il ? Le gouvernement a fait passer une rafale de lois (loi créant les métropoles, loi de délimitation des régions, loi NOTRe, loi Touraine) visant à la suppression de milliers de postes de fonctionnaires (la seule loi sur les régions entraîne la mutation géographique ou fonctionnelle de 10 000 fonctionnaires). **Les garanties actuelles de la Fonction Publique constituent un obstacle qu'il faut faire sauter. C'est ce que vise l'accord PPCR dont Lebranchu dit : « Nous travaillons donc à réécrire l'histoire de cette fonction publique, en travaillant notamment sur les grilles statutaires »**

Son maître-mot : mobilité. Ses moyens : mobilité entre employeurs de la Fonction Publique, constitution de corps interministériels, cadres statutaires communs à plusieurs corps, règles statutaires de mutation remplacées par des "directives de gestion", remise en cause du rôle des CAP, constitution de "bourses de l'emploi" sur le modèle du privé etc.

La direction syndicale a délibérément camouflées ces attaques pour ne parler que de prétendues "contreparties salariales" dont l'essentiel ne devrait intervenir... qu'après 2017 ! Elle a présenté positivement le fait qu'en 2016 la revalorisation du point d'indice serait soumise aux "*indicateurs économiques*" ? Autrement dit, les revendications sont subordonnées à l'état de santé du système capitaliste en crise jusqu'à diminuer les salaires !

Au Conseil National du 16/09, comme un premier vote lui interdisait la signature, la direction de la FSU en a organisé un second pour obtenir un résultat favorable. Cela après une interruption de séance pendant laquelle les mandats de certains syndicats nationaux ont été transformés. Les dirigeants de l'EE ont même fait pression sur leurs membres pour qu'ils renient leur premier vote.

La réforme du collège

Il s'agit d'une offensive destructrice contre l'enseignement public : disparition des horaires nationaux par niveau, réduction massive des contenus disciplinaires, services à rallonge infinie pour les collègues, despotisme des chefs d'établissement et des "petits chefs".

Du fait de l'indignation des collègues, la direction du SNES a dû rompre la concertation, se prononcer pour le retrait de la réforme. En mai dernier, 50% des collègues répondaient à l'appel à la grève. Mais le gouvernement publiait le décret le soir même. La conclusion est que le retrait de la contre-réforme suppose un vrai affrontement avec le gouvernement. Ce n'est pas la voie qu'a choisie l'intersyndicale : appel à une troisième grève de 24 heures, et à une manifestation nationale un week-end. N'est-il pas clair que le véritable affrontement supposerait que la profession soit appelée à manifester là où se prennent les décisions, au ministère, au moment où la ministre ou ses représentants sont présents ?

Mais les déclarations de Bernadette Groison (*L'Expresso* du 4/09) ne vont pas dans ce sens. Son rejet de la contre-réforme est de pure forme quand elle réclame la réouverture de la concertation et affirme que "*La FSU est pour réussir la réforme du collège...*".

Pour que la FSU rompe avec le gouvernement

Accord Fonction Publique, réforme des collègues... : pour stopper l'offensive gouvernementale, la première condition tient en une exigence : **la FSU doit rompre avec le gouvernement, cesser de conforter son offensive par le dialogue social, en appeler aux autres organisations pour qu'elles fassent de même.**

- A bas l'accord PPCR ! Défense du statut ! Augmentation générale des salaires via l'augmentation du point d'indice

- Défense de l'École Publique ! Retrait pur et simple de la réforme du collège !

- Non aux quotas ! Accueil et libre circulation des réfugiés ! Régularisation de tous les sans-papiers !

- Retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen Orient !

Votez, faites voter Front Unique

www.frontunique.com - Front Unique, 46, rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd. - mel@frontunique.com